

Justice 1



AVOCAT D'OFFICE (*Patrocinio dello Stato*)

À CEUX QUI ONT UN BAS REVENU,
L'AVOCAT EST PAYÉ PAR L'ÉTAT ITALIEN

- Définition de parrainage de l'État
- Qui y a droit?
- Qui n'y a pas droit?
- Extensions du Parrainage de l'État
- Présentation de la demande
- Fausses déclarations
- Fac-similé de la demande (*à découper*)

GUIDE

DROIT DE DÉFENSE DU CITOYEN

AVOCAT D'OFFICE

A ceux qui ont un bas revenu, l'avocat est payé par l'État Italien.

Dans le respect des principes inviolables du droit de défense, la Constitution prévoit le droit à la justice et à la défense pour toutes les personnes, sans distinction de race, sexe et nationalité, et donc aussi pour les étrangers, qu'ils soient réguliers en Italie ou clandestins.

DÉFINITION DU PARRAINAGE DE L'ÉTAT

CHOIX DE L'AVOCAT

Au cours d'un procès pénal, celui qui est accusé d'avoir commis un délit, peut pour se défendre choisir un:

- avocat de confiance;
- autrement un avocat d'office lui est nommé directement par le Tribunal.

N.B.: Dans les deux cas, on doit payer l'avocat pour les prestations reçues.

CAS DE PARRAINAGE AUX FRAIS DE L'ÉTAT

Il existe cependant des cas où, si on n'a pas un revenu suffisant, l'assistance de l'avocat est payée par l'État Italien (*patrocinio a spese dello Stato*).

QUI Y A DROIT?

SUJET VIVANT TOUT SEUL

Pour être admis au *«patrocinio»*, le demandeur ne doit pas avoir gagné, au cours de l'année, (dernière déclaration des revenus), plus de 10.628,16 euros.

SUJET VIVANT AVEC DES PARENTS

Si le demandeur habite avec son conjoint ou d'autres parents, le revenu pour la concession du *«patrocinio»* est calculé ajoutant 1.032,91 € pour chaque membre.

ATTENTION: Si la somme de tous les revenus dépasse 10.628,16 euros, on n'a pas droit au *«patrocinio a spese dello Stato»*.

QUI N'Y A PAS DROIT?

Le *«patrocinio a spese dello Stato»* est toujours exclu:

- dans les procédures pénales pour délits d'évasion fiscale;
- si le demandeur est assisté par plus d'un avocat défenseur;
- pour les condamnés avec verdict concernant les délits de:
 - association mafieuse,
 - et trafic de tabacs et drogue.

EXTENSIONS DU PARRAINAGE

AUTRES POTENTIELS BÉNÉFICIAIRES

Ont également droit à demander le parrainage gratuit de l'État, même sans posséder le code fiscal (!!!):

- *les étrangers:*
 - irréguliers;
 - avec un PdS expiré ou révoqué;
 - ou entrés en Italie clandestinement;
 - *et les personnes emprisonnées.*

N.B.: Dans ce dernier cas, la demande peut être présentée au directeur de la prison qui la transmettra au juge du procès.

RAPPEL: Dans les 10 jours après la présentation de la demande d'admission au parrainage gratuit, le juge compétent communique son avis favorable ou négatif à:

- l'avocat qui a déposé la demande;
- ou directement à l'intéressé.

PRÉSENTATION DE LA DEMANDE

QUI PEUT PRÉSENTER LA DEMANDE?

La demande de *«patrocinio a spese dello Stato»* doit être présentée:

- personnellement par l'intéressé auprès du Tribunal, joignant la photocopie d'un document d'identité valable;
- directement par l'avocat défenseur de confiance ou par l'avocat d'office.

DOCUMENTATION À FOURNIR

La demande, souscrite par l'intéressé, doit être présentée sur papier simple et doit indiquer:

- la demande d'admission au *«patrocinio alle spese dello Stato»*;
- les coordonnées et le code fiscal du demandeur et des membres de sa famille;
- l'attestation des revenus de l'année précédente, certifiée sur l'honneur (*autocertificazione*)
- (pour les revenus produits à l'étranger) certificat de l'autorité consulaire attestant les déclarations de la demande;
- l'engagement à communiquer les éventuelles consistantes variations de revenus pour l'admission au *«patrocinio»*.

FAUSSES DÉCLARATIONS

CONTRÔLES

Celui qui est admis au *«patrocinio»* peut subir le contrôle de la «Guardia di Finanza» (Douane), même à travers des enquêtes auprès des banques et des sociétés financières.

SANCTIONS

Les fausses déclarations ou omissions et la non communication des éventuelles augmentations de revenus sont punis par:

- la prison;
- l'amende de 309,87 à 1.549,37 euros;
- et le remboursement de toutes les sommes dépensées par l'Etat.

*Avv. Mascia Salvatore
www.stranierinitaita.it*

TRADUCTION DU FAC-SIMILÉ (Ci-après: à découper)

DEMANDE D'ADMISSION AU PARRAINAGE AUX FRAIS DE L'ÉTAT (Conformément à la Loi 217/90)

Je soussigné né à le (actuellement détenu auprès de la Maison d'arrêt)

DEMANDE

d'être admis au parrainage aux frais de l'État conformément à la Loi 217/90, dans le respect des conditions requises. Demande l'admission au parrainage gratuit en relation à la procédure suivante:

- procédure pénale dans laquelle il est accusé
- procédure d'exécution pénale pour laquelle il est détenu
- procédure relative à l'application de mesures de sécurité (par exemple: expulsion)
- procédure de compétence du Tribunal de Surveillance

A tel effet déclare:

a) que sa famille est composée de: (écrire les noms de tous les membres mentionnés dans l'état de famille)

b) sous sa responsabilité, que sont respectées les conditions de revenu prévues pour l'admission au parrainage aux frais de l'État, les revenus de ma famille s'élève à euros et précisément (1)

- 1: Certificat d'état de famille
- 2: Copie de la déclaration des revenus

Le Signature

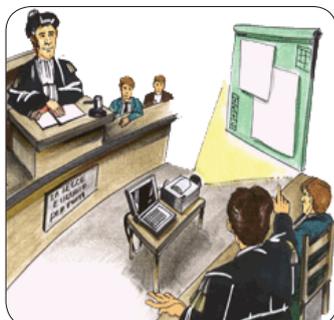
1. Pour chaque membre de la famille, indiquer:
 - les coordonnées personnelles
 - le revenu du travail
 - les revenus autres que du travail
 - les biens immobiliers et mobiliers dont on est éventuellement propriétaire ou pour lesquels on est titulaire d'un droit réel;
 - le code fiscal



LISEZ ET FAITES LIRE

africa nouvelles

Mensuel pour les communautés africaines



DEMANDE POUR OBTENIR L'AVOCAT D'OFFICE
(Fac-similé: à découper)



Richiesta di ammissione al Patrocinio a spese dello Stato
(ai sensi della legge 217/90)

Il sottoscritto _____
nato a _____ il _____
(attualmente detenuto presso la Casa) _____

CHIEDE

di essere ammesso al patrocinio a spese dello Stato ai sensi della legge 217/90, ricorrendo le condizioni richieste. Chiede l'ammissione al gratuito patrocinio in relazione al seguente procedimento:

- procedimento penale nel quale è imputato
- procedimento di esecuzione penale per il quale è detenuto
- procedimento relativo all'applicazione di misure di sicurezza (esempio l'espulsione)
- procedimento di competenza del Tribunale di Sorveglianza

A tale scopo dichiara:

a) che la sua famiglia anagrafica è composta da: (tutti i componenti che risultano dallo stato di famiglia) _____

b) sotto la sua personale responsabilità che sussistono le condizioni di reddito previste per l'ammissione al patrocinio a spese dello Stato, in quanto i redditi del mio nucleo familiare ammontano complessivamente a € _____ e precisamente: 1 _____

1. Certificato di stato di famiglia
2. Copia della dichiarazione dei redditi

li _____ firma _____

1 Per ogni componente della famiglia anagrafica indicare:

- le generalità;
- il reddito da lavoro;
- i redditi diversi da quelli derivanti da lavoro;
- i beni immobili e mobili di cui sia eventualmente proprietario o titolare di un diritto reale;
- il numero di codice fiscale